- 120. Quote-part canadienne des dépenses de la Commission internationale des pêcheries de saumon du Pacifique pour supprimer les obstacles à la montée du saumon sockeye à Hell's Gate Canyon, et pour instituer des recherches et supprimer les obstacles en ce qui concerne le saumon aux autres points du Fraser. (A voter de nouveau), \$70,000.
- 121. Transport, apprêts et séchage, et autres frais ayant trait à la réception et à la vente des peaux de phoque revenant au Canada d'après l'accord provisoire sur les phoques à fourrure, conclu entre le Canada et les États-Unis par l'échange de notes en date du 26 décembre 1947, \$500,000.
- 122. Paiement d'une prime pour le destruction des phoques de port, \$60,000.
- 123. Frais d'administration de la Commission des pêcheries de Terre-Neuve, \$101,300.
- 124. Maintien et expansion du service de la boëtte, \$548,400.
- 125. Quote-part canadienne des dépenses de la Commission internationale de la pêche de la baleine, constituée en vertu de la convention internationale pour la réglementation de la pêche de la baleine datée de Washington le 2 décembre 1946, \$3,000.

Crédits spéciaux-

- 126. Extension de la propagande relative à la production et à la vente coopérative parmi les pêcheurs, \$80,000.
- 127. Pour pourvoir aux frais d'application de la Loi de 1944 sur le soutien des prix des produits de la pêche, \$130,000.
- 128. Pour aide à la construction de navires du genre petit chalutier et (ou) palangrier, subordonnément aux conditions que peut approuver le gouverneur en conseil, \$100,000.
- 129. Pour aide à la construction de glacières pour la boëtte et d'entrepôts, subordonnément à l'approbation du gouverneur en conseil, \$100,000.
- 680. Administration—Crédit supplémentaire, \$17,495.
- 681. Inspection des pêcheries, y compris les fonctionnaires et gardiens, les services de patrouille et de protection des pêcheries—Crédit supplémentaire, \$317,650.
- 682. Service de propagande éducative—Crédit supplémentaire, \$25,000.
- 683. Expansion de la pisciculture—Crédit supplémentaire, \$29,045.
- Conseil de recherches sur les pêcheries du Canada—
- 684. Fonctionnement et entretien—Crédit supplémentaire, \$50,600.
- 685. Construction et améliorations—Crédit supplémentaire, \$238,000.

Crédit spécial-

686. Somme requise pour rembourser le compte du soutien des prix des produits de la pêche et solder le déficit net d'exploitation de l'Office de soutien des prix des produits de la pêche durant l'année financière 1949-1950, \$869,794.

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

- A-Ministère et Missions à l'étranger-
 - 64. Administration, \$2,378,880.
- 65. Bureau des passeports Administration, \$179,000.
- 66. Représentation à l'étranger, y compris les traitements des hauts commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, secrétaires et fonctionnaires nommés suivant les directives du gouverneur général en conseil, nonobstant toute disposition contraire de la Loi du service civil ou de l'une quelconque de ses modifications, \$4,594,836.

- 67. Pour autoriser, au cours de l'année financière 1950-1951, en paiement pour l'acquisition, l'amélioration ou l'ameublement de propriétés devant servir de bureaux ou de résidences du gouvernement canadien en pays étrangers, l'emploi de change étranger non convertible à même les dépôts dudit change étranger, qui ne peut être affecté qu'à des fins gouvernementales ou autres fins limitées dans lesdits pays, et qui ont été reçus par le gouvernement du Canada d'autres gouvernements en règlement de réclamations découlant d'opérations militaires ou de dépenses de guerre, \$1.
 - 68. Réception des visiteurs étrangers, \$20,000.
- 69. Assistance aux citoyens canadiens dans le besoin à l'étranger et remboursement au Royaume-Uni des dépenses d'assistance contractées par ses postes diplomatiques et consulaires pour le compte du Canada, \$15,000.
- 70. Représentation du Canada aux conférences internationales, \$225,000.
- 71. Section canadienne de la Commission permanente canado-américaine de défense y compris le traitement de \$7,500 du président, nonobstant les dispositions de la Loi du service civil, \$10,000.
- 72. Subvention à la Société des Nations Unies du Canada, \$10,000.
- B—Généralités—Cotisations du gouvernement canadien comme Membre des organisations internationales ou du Commonwealth énumérées ci-après—
- 73. Organisation des Nations Unies, \$1,343,700.

Institutions spécialisées—

- 74. Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies, \$226,600.
 - 75. Organisation internationale du Travail, \$257,000.
- 76. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, \$309,500.

Organisations du Commonwealth-

- 77. Conseil impérial des communications, \$6,006.
- 78. Comité économique impérial, \$17,300.
- 73. Comité impérial de la marine marchande, \$1,050.
- 80. Agence des réparations inter-alliée, \$8,670.

Organisation de l'aviation civile internationale-

81. Pour fournir à l'Organisation de l'aviation civile internationale un bureau au prix coûtant, \$63,927.

Commission internationale mixte-

- 82. Études et relevés préliminaires du bassin de l'Ouest central (à voter de nouveau), \$10,000.
- 83. Quote-part du Canada dans une enquête sur la pollution de l'air dans le voisinage de Détroit et de Windsor, \$40,000.

Services provisoires-

- 84. Contribution du gouvernement canadien à l'Organisation internationale des réfugiés, \$2,108,700.
- A-Ministère et missions à l'étranger-
- 665. Administration du bureau des passeports—Crédit supplémentaire, \$4,500.
- 666. Représentation à l'étranger, y compris les traitements des hauts commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, secrétaires et du personnel nommé conformément aux instructions du gouverneur en conseil, nonobstant toute disposition contraire de la Loi du Service civil ou ses modifications—Crédit supplémentaire, \$280,000.
- 667. Subvention au Fairfield Trust Committee pour aider à acquitter les dépenses de la célébration de la Fraternité internationale qui aura lieu du 13 au 15 août 1950, \$2,000.